

Avis de convocation / avis de réunion

DEXIA SA

Siège social : Place du Champ de Mars 5, 1050 Bruxelles (Belgique)
RPM Bruxelles TVA BE 0458.548.296

Avis de convocation.

Nous invitons les actionnaires à assister à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra **le mercredi 16 octobre 2019 à partir de 14h30 au siège social de Dexia SA, place du Champ de Mars 5 à 1050 Bruxelles (Belgique).**

Nous invitons les actionnaires à lire attentivement les informations et la procédure détaillée à leur attention dans la brochure de convocation disponible sur le site Internet de la société.

ORDRE DU JOUR DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

La décision de demander le retrait de la négociation des 1.948.984 actions Dexia SA admises sur le marché réglementé d'Euronext Bruxelles (point 1) et la procuration à cette fin (point 17) seront effectives immédiatement. Par contre, les autres décisions proposées à l'assemblée générale (propositions reprises aux points 2 à 16), sont soumises à la condition suspensive de l'acceptation et l'exécution effective par Euronext Bruxelles de ce retrait. Si la décision d'acceptation du retrait n'est pas intervenue le 31 mars 2020 au plus tard, les décisions de l'assemblée générale seront considérées comme nulles et non avenues.

1. PROPOSITION DE DEMANDER LE RETRAIT DE LA NEGOCIATION DES 1.948.984 ACTIONS DEXIA SA ADMISES SUR LE MARCHE REGLEMENTE D'EURONEXT BRUXELLES**1.1. Communication :**

Communication du rapport spécial du Conseil d'administration de la société en application de l'article 26, §1er, alinéa 2, 2°, a) de la loi du 21 novembre 2017 relative aux infrastructures des marchés d'instruments financiers et portant transposition de la directive 2014/65/UE.

1.2. Proposition :

Proposition de demander le retrait de la négociation des 1.948.984 actions Dexia SA cotées sur le marché réglementé d'Euronext Bruxelles.

2. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE SUPPRESSION DE LA FORME DEMATERIALISEE DES ACTIONS ET MESURES PROPOSEES POUR LA MISE AU NOMINATIF**2.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de supprimer la forme dématérialisée des actions à zéro heure le jour qui suit le jour où auront eu lieu les dernières négociations sur le marché réglementé en raison d'une décision de retrait d'Euronext Bruxelles, de telle sorte qu'à partir de cette date, les actions devront toutes revêtir la forme nominative.

3. PROPOSITION CONDITIONNELLE D'APPLIQUER VOLONTAIREMENT ET ANTICIPATIVEMENT LE CODE DES SOCIETES ET DES ASSOCIATIONS**3.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de procéder à l'application volontaire anticipée du Code des sociétés et des associations (le « CSA ») conformément à l'article 39, § 1er, alinéa 2 de la loi du 23 mars 2019 introduisant le CSA par modification des statuts de Dexia SA pour mise en conformité avec les dispositions du CSA.

4. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 1ER**4.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de supprimer l'alinéa 2 de l'article 1er.

5. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 2**5.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de supprimer, à l'article 2 des statuts, le mot « social » qui suit le mot « siège » dans la première phrase de l'article 2 existant.

6. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 4**6.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de remplacer le titre de l'article 4 par le titre suivant : « Article 4 – CAPITAL, ACTIONS, TITRES ».

6.2. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer l'article 4 des statuts de Dexia SA, sous le titre « Article 4 – Capital, Actions, Titres », par le texte suivant :

« Le capital social souscrit et entièrement libéré s'élève à cinq cents millions euros (EUR 500.000.000,00), représenté par 420.134.302 actions sans désignation de valeur nominale, représentant chacune 1/420.134.302ième du capital social.

Les actions sont exclusivement nominatives. Leur titulaire ne peut demander leur conversion en actions dématérialisées.

La société ne reconnaît, quant à l'exercice des droits accordés aux actionnaires, qu'un seul titulaire pour chaque action ou coupure. Si l'action appartient à plusieurs personnes ou si elle est grevée d'un usufruit ou d'un gage, la société a la faculté de suspendre l'exercice des droits y afférents jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée à son égard comme propriétaire.

Pour chaque catégorie de titres nominatifs, il est tenu au siège de la société un registre, le cas échéant sous la forme électronique, dont le titulaire de titres peut prendre connaissance. »

7. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 4 BIS**7.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de remplacer, dans l'article 4 bis, les références au Code des sociétés par des références au Code des sociétés et des associations :

— remplacer l'alinéa 2, (b) de l'article 4 bis par le texte suivant :

« (b) Les Parts Bénéficiaires CLR revêtent exclusivement la forme nominative, et sont inscrites au nom de leur propriétaire dans le registre tenu par la société conformément au Code des sociétés et associations. »

— remplacer l'alinéa 2, (d) de l'article 4 bis par le texte suivant :

« (d) Les porteurs de Parts Bénéficiaires CLR n'ont pas de droit de vote en cette qualité, sauf dans les hypothèses et aux conditions prévues par le Code des sociétés et associations. »

7.2. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer à l'occurrence dans l'alinéa 2, (f) de l'article 4 bis de la version néerlandophone des statuts, le mot « warrants » par le mot « inschrijvingsrechten ».

8. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 5**8.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de supprimer l'article 5 et de renuméroter l'article 4 bis en article 5.

9. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 6**9.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de remplacer, aux deux occurrences dans l'alinéa 2 de l'article 6 et dans l'alinéa 4 de l'article 6, le mot « warrants » par les mots « droits de souscription ».

9.2. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer, dans l'alinéa 5 de l'article 6, la référence à l'article 612 du Code des sociétés par une référence à l'article 7 :208 du Code des sociétés et des associations, en remplaçant l'article 6, alinéa 5 par le texte suivant :

« Les primes d'émission, s'il en existe, devront être affectées par le Conseil d'administration, en cas d'augmentation de capital décidée par lui, à un compte de réserve indisponible qui constituera à l'égal du capital la garantie des tiers et ne pourra, sous réserve de son incorporation au capital par l'assemblée générale ou par le Conseil d'administration comme prévu ci-avant, être réduit ou supprimé que par une décision de l'assemblée générale statuant dans les conditions requises par l'article 7 :208 du Code des sociétés et associations. »

10. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 7**10.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de supprimer, dans l'alinéa 3 de l'article 7, la référence à la possibilité pour Dexia SA d'aliéner ses actions propres en bourse, en remplaçant le texte de l'article 7, alinéa 3 par le texte suivant :

« Le Conseil peut aliéner les actions propres de la société sans autorisation préalable de l'assemblée générale, dans les conditions visées par l'article 7 :218 du Code des sociétés et associations. »

10.2. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer, dans l'alinéa 4 de l'article 7, la référence à l'article 627 du Code des sociétés par une référence à l'article 7 :221 du Code des sociétés et des associations, en remplaçant l'article 7, alinéa 4 par le texte suivant :

« Ces autorisations sont valables pour les acquisitions et aliénations d'actions propres de la société faites par les filiales visées par l'article 7 :221, premier alinéa du Code des sociétés et associations. »

11. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 8

11.1. Proposition :

Proposition conditionnelle de supprimer, dans l'alinéa 4 de l'article 8, la référence à la possibilité pour Dexia SA de faire vendre les actions de l'actionnaire déchu sur NYSE Euronext Brussels et de permettre leur vente sur Euronext Expert Market, en remplaçant le texte de l'article 8, alinéa 4 par le texte suivant :

« Le Conseil d'administration peut en outre déclarer déchu de ses droits l'actionnaire qui, un mois après un nouveau préavis signifié par lettre recommandée, ne satisfait pas au versement demandé et faire vendre ses actions sur Euronext Expert Market, sans préjudice du droit de lui réclamer le montant restant dû ainsi que tous intérêts et indemnités éventuels. »

12. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 11

12.1. Proposition :

Proposition conditionnelle d'ajouter un alinéa supplémentaire à l'article 11, entre les alinéas 6 et 7 existants, dont le texte est le suivant :

« Le Conseil d'administration édicte un règlement d'ordre intérieur. La dernière version du règlement d'ordre intérieur approuvée par le Conseil d'administration est la version du 25 novembre 2019. »

12.2. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer, à l'occurrence dans l'alinéa 9 existant, (ii), de l'article 11, le mot « warrants » par les mots « droits de souscription ».

12.3. Proposition :

Proposition conditionnelle de supprimer, dans l'alinéa 11 existant de l'article 11, les conditions de l'usage de la procédure de prise de décision par écrit du Conseil d'administration, en remplaçant l'article 11, alinéa 11 (existant) par le texte suivant :

« Les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises par consentement unanime des administrateurs, exprimé par écrit. »

13. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 16

13.1. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer le titre de l'article 16 par le titre suivant : « Article 16 - FORMALITES D'ADMISSION – COMMUNICATIONS ».

13.2. Proposition :

Proposition conditionnelle de simplifier l'article 16 en le remplaçant par le texte suivant :

« Le droit de participer à l'assemblée générale et d'y exercer le droit de vote est subordonné à la notification par l'actionnaire à la société ou à la personne qu'elle a désignée à cette fin, dans la forme indiquée dans la convocation, de sa volonté de participer à l'assemblée générale, au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée.

Dans une liste des présences établie par le Conseil d'administration, il est indiqué, pour chacun des actionnaires qui a signalé sa volonté de participer à l'assemblée générale (i) son nom ou sa dénomination sociale et (ii) son adresse ou siège, (iii) le nombre d'actions qu'il détient. Les porteurs d'obligations convertibles et les titulaires des droits de souscription peuvent assister aux assemblées générales avec voix consultative seulement. Afin de pouvoir assister à l'assemblée générale, ils doivent indiquer à la société leur volonté de participer à l'assemblée générale au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée. Tout titulaire d'une action, d'une obligation convertible ou d'un droit de souscription a le droit d'obtenir gratuitement, sur la production de son titre, dès la convocation à l'assemblée générale, une copie des documents au siège de la société. Tout actionnaire peut se faire représenter à l'assemblée générale par un mandataire spécial, que ce dernier soit lui-même actionnaire ou

non. La notification de la procuration à la société doit se faire par écrit, ou par voie électronique à l'adresse indiquée dans la convocation, et doit parvenir à la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée générale. Le Conseil d'administration peut établir le formulaire à utiliser pour les procurations et exiger que celles-ci soient déposées à l'endroit déterminé par lui.

Les titulaires de titres de la société peuvent adresser valablement leurs communications à l'adresse électronique de la société.

L'adresse électronique de la société est shareholder@dexia.com.

Le site internet de la société est www.dexia.com. »

14. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 17

14.1. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer, dans l'article 17, le texte de l'article 17, alinéas 3, 4, 5 et 6, par le texte suivant :

« Les actionnaires peuvent, dès la réception de la convocation, poser, en assemblée, par écrit ou par voie électronique, des questions au sujet des rapports du Conseil d'administration ou du commissaire ou au sujet des points portés à l'ordre du jour. Les administrateurs peuvent, dans l'intérêt de la société, refuser de répondre aux questions lorsque la communication de certaines données ou de certains faits peut porter préjudice à la société ou qu'elle viole les engagements de confidentialité souscrits par eux ou par la société. Le commissaire peut, dans l'intérêt de la société, refuser de répondre aux questions lorsque la communication de certaines données ou de certains faits peut porter préjudice à la société ou qu'elle viole le secret professionnel auquel il est tenu ou les engagements de confidentialité souscrits par la société. Les questions écrites peuvent être posées dès réception de la convocation à l'assemblée générale et doivent parvenir à la société au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée.

L'assemblée générale détermine la manière de voter et la procédure de nomination. Le vote secret est obligatoire pour les nominations si plusieurs candidatures sont présentées pour le même mandat ; il est également obligatoire en cas de révocation.

Pour chaque assemblée générale, le Conseil d'administration peut décider d'organiser ou non un vote par correspondance, le cas échéant sous la forme électronique, via un ou plusieurs sites Internet, selon les modalités pratiques déterminées par le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration veille à ce que le système utilisé permette d'introduire les mentions utiles et de contrôler le respect du délai de réception qu'il prescrit ; il établit une procédure permettant de contrôler l'identité et la qualité des actionnaires participant à l'assemblée générale. Si le Conseil décide d'autoriser, pour une assemblée, un vote par correspondance, le cas échéant sous la forme électronique, l'actionnaire pourra voter à cette assemblée au moyen du formulaire mis à disposition dès réception de la convocation et contenant notamment (i) le nom ou la dénomination sociale et le domicile ou le siège de l'actionnaire, (ii) le nombre de titres pour lesquels il prend part au vote, (iii) l'ordre du jour de l'assemblée et les propositions de décision, (iv) l'indication, pour chaque point à l'ordre du jour, du sens dans lequel il exerce son droit de vote ou sa décision de s'abstenir, (v) la signature de l'actionnaire, le cas échéant sous la forme électronique conformément aux dispositions légales applicables, et (vi) le délai dans lequel le formulaire doit parvenir à la société. Pour le calcul du quorum, il n'est tenu compte que des formulaires reçus par la société, à l'adresse indiquée dans la convocation, au plus tard le sixième jour qui précède la date de l'assemblée ou, en cas de vote électronique, le jour qui précède la date de l'assemblée. Seuls les votes par correspondance exprimés par les actionnaires qui satisfont aux formalités d'admission à l'assemblée visées à l'alinéa 1er de l'article 16 sont pris en compte.

Les assemblées générales peuvent être retransmises ou télédiffusées par téléphone, vidéoconférence, liaison satellite, liaison Internet ou tous autres moyens de transmission et/ou de télécommunication ».

15. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATION DES STATUTS – ARTICLE 19

15.1. Proposition :

Proposition conditionnelle de remplacer, dans l'alinéa 4 de l'article 19, la référence au Code des sociétés par une référence au Code des sociétés et des associations, en remplaçant l'article 19, alinéa 4 par le texte suivant :

« Le Conseil d'administration peut, aux conditions déterminées par le Code des sociétés et associations, distribuer un acompte sur le dividende. »

16. PROPOSITION CONDITIONNELLE DE MODIFICATIONS DES STATUTS – DISPOSITIONS TRANSITOIRES**16.1. Proposition :**

Proposition conditionnelle de modifier le texte du dernier article sans numérotation intitulé « DISPOSITIONS TRANSITOIRES », pour qu'il contienne les dispositions transitoires applicables aux convocations de l'assemblée générale et à l'exercice des droits d'actionnaire des détenteurs d'actions anciennement dématérialisées, ainsi qu'au capital autorisé, en remplaçant le texte des « DISPOSITIONS TRANSITOIRES » par le texte suivant :

« DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Les nouveaux statuts entrent en vigueur à zéro heure le jour qui suit le jour où auront eu lieu les dernières négociations d'actions sur le marché réglementé en raison d'une décision de retrait d'Euronext Bruxelles ou, si ce jour est postérieur, le jour de la publication aux Annexes du Moniteur belge des modifications aux statuts décidées par l'assemblée générale extraordinaire du 16 octobre 2019.

Les actions anciennement dématérialisées sont inscrites dans le registre des titres nominatifs au nom de la société ou de l'organisme de liquidation précédemment inscrit pour permettre la circulation des actions dématérialisées, jusqu'à ce qu'un actionnaire se manifeste à l'intervention de son teneur de compte de titres anciennement dématérialisés et obtienne l'inscription des titres en son nom.

Les détenteurs d'actions anciennement dématérialisées sont tenus de demander l'inscription de leurs actions dans le registre des titres nominatifs en leur nom et pour leur compte en donnant instruction à cette fin à leur teneur de compte agréé.

Les droits attachés aux actions anciennement dématérialisées sont suspendus tant que ces actions n'auront pas été inscrites au registre des titres nominatifs par le titulaire de l'action anciennement dématérialisée.

La société publie les convocations aux assemblées générales sur son site internet jusqu'au 31 décembre 2020.

L'autorisation relative au capital autorisé accordée par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2019 sort ses effets pour une durée de cinq ans à dater de la publication aux Annexes du Moniteur belge de la modification des statuts qu'elle entraîne, sans préjudice des droits de l'assemblée générale d'y mettre fin de manière anticipée. »

17. PROPOSITION D'ATTRIBUTION DE POUVOIRS**17.1. Proposition :**

Proposition de confier à deux administrateurs, agissant conjointement, ou à l'administrateur délégué, agissant seul, avec pouvoir de substitution, tous pouvoirs pour l'exécution des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire, et effectuer toute formalité nécessaire ou utile à cet effet, notamment (i) demander par écrit à Euronext Bruxelles le retrait de la négociation sur son marché réglementé des 1.948.984 actions Dexia SA disposant d'un code ISIN et (ii) constater par acte authentique la réalisation de la condition suspensive de l'acceptation par Euronext Bruxelles de cette demande, ou, au contraire, l'absence d'une telle décision le 31 mars 2020 au plus tard, et conférer au notaire instrumentant tous pouvoirs pour la coordination des statuts de la société à la suite des modifications susmentionnées.

Qui peut participer à l'assemblée générale extraordinaire ?

Tout actionnaire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, peut assister personnellement aux assemblées générales ou s'y faire représenter par un mandataire.

Comment participer à l'assemblée générale extraordinaire ?

Conformément à l'article 536, §2 du Code des sociétés, le droit pour un actionnaire de voter à l'assemblée générale extraordinaire, en personne ou représenté par un mandataire, ou encore de voter avant l'assemblée par correspondance, est subordonné au respect des deux conditions reprises sous les points A et B ci-dessous :

A. Enregistrement

La société doit pouvoir déterminer, sur la base de preuves soumises en application de la présente procédure d'enregistrement, que ses actionnaires détenaient, le **2 octobre 2019 à minuit (heure belge)** (la « Date d'Enregistrement »), le nombre d'actions pour lesquelles ils ont l'intention de participer à l'assemblée générale extraordinaire.

L'enregistrement des propriétaires d'actions nominatives sera constaté par l'inscription des actionnaires dans le registre des actions nominatives de la société pour le nombre d'actions pour lequel ils souhaitent prendre part à l'assemblée générale extraordinaire, à la Date d'Enregistrement, sans qu'une quelconque démarche ne soit exigée de la part des actionnaires titulaires d'actions nominatives, outre la procédure de confirmation de participation décrite ci-après sous le point B.

Les propriétaires d'actions dématérialisées devront avoir obtenu une attestation de la part de l'organisme financier qui détient leurs actions. Ce document attestera du nombre d'actions dématérialisées inscrit à son nom à la Date d'Enregistrement, et pour lequel il souhaite prendre part à l'assemblée générale extraordinaire. L'attestation établie par l'organisme financier devra parvenir à Euroclear Belgium, Issuer Relations, boulevard du Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles (Belgique) ou à l'adresse email ebe.issuer@euroclear.com, **au plus tard le 10 octobre 2019 à 16h00**.

Seules les personnes qui sont actionnaires à la Date d'Enregistrement et qui ont confirmé leur présence conformément aux dispositions du point B ci-après auront le droit de participer et de voter à l'assemblée générale.

B. Confirmation de participation

En sus de la procédure d'enregistrement, les actionnaires devront confirmer explicitement auprès d'Euroclear Belgium leur intention de participer à l'assemblée générale, ainsi que le nombre d'actions pour lesquelles ils souhaitent exercer leur droit de vote, au plus tard le **10 octobre 2019 à 16h00**.

Les propriétaires d'actions nominatives, confirmeront leur participation en renvoyant les formulaires de participation à Euroclear Belgium, Issuer Relations, boulevard du Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles (Belgique) ou à l'adresse e-mail ebe.issuer@euroclear.com, **au plus tard le 10 octobre 2019 à 16h00**. Les formulaires sont disponibles sur le site Internet de la société.

Les propriétaires d'actions dématérialisées donneront instruction à leur établissement financier de confirmer à la société leur intention de participer à l'assemblée générale. Cette confirmation doit parvenir à Euroclear Belgium, Issuer Relations, boulevard du Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles (Belgique) ou à l'adresse e-mail ebe.issuer@euroclear.com, **au plus tard le 10 octobre 2019 à 16h00**.

Comment voter par correspondance ?

Les actionnaires peuvent voter par correspondance avant l'assemblée générale au moyen des formulaires établis par la société mis à disposition sur le site Internet de la société ou obtenus sur demande adressée à la société. L'original signé des formulaires doit parvenir à Euroclear Belgium, Issuer Relations, boulevard du Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles (Belgique) ou à l'adresse e-mail ebe.issuer@euroclear.com, **au plus tard le 10 octobre 2019 à 16h00**.

L'actionnaire qui désire voter par correspondance devra se conformer à la procédure d'enregistrement et de confirmation de participation décrite ci-dessous.

Comment donner procuration ?

Les actionnaires qui souhaitent se faire représenter à l'assemblée générale extraordinaire par un mandataire doivent utiliser les formulaires de procuration mis à disposition par la société. Les formulaires de procuration peuvent être obtenus au siège social de la société ou sur le site Internet de la société.

Les formulaires de procuration doivent être adressés, dûment complétés et signés à Euroclear Belgium, Issuer Relations, boulevard du Roi Albert II 1, 1210 Bruxelles (Belgique) ou à l'adresse e-mail ebe.issuer@euroclear.com. Les formulaires doivent impérativement être reçus par Euroclear Belgium **au plus tard le 10 octobre 2019 à 16h00**.

L'actionnaire qui désire se faire représenter devra se conformer à la procédure d'enregistrement et de confirmation de participation décrite ci-dessous.

Droit de requérir l'inscription de sujets à traiter et de déposer des propositions de décision

Un ou plusieurs actionnaires possédant ensemble au moins 3 % du capital social de la société peuvent requérir l'inscription de sujets à traiter à l'ordre du jour de l'assemblée générale extraordinaire et déposer des propositions de décision concernant les sujets à traiter inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour au moyen d'une notification écrite qui doit parvenir à la société **au plus tard le 24 septembre 2019 à 16h00** à l'adresse suivante : Service Assemblées Générales de Dexia SA, Place du Champ de Mars 5, 1050 Bruxelles (Belgique), ou à l'adresse e-mail shareholder@dexia.com.

Le cas échéant, la société publiera un ordre du jour complété des sujets additionnels à traiter et des propositions de décisions y afférentes le **1er octobre 2019 au plus tard**. Les nouveaux formulaires seront disponibles sur le site Internet de la société.

Droit de poser des questions par écrit avant l'Assemblée Générale Extraordinaire

Les administrateurs et/ou le cas échéant les commissaires répondront aux questions que les actionnaires ayant satisfaits aux formalités d'admission à l'assemblée générale peuvent poser par écrit avant les assemblées générales au sujet des rapports du Conseil d'administration et le cas échéant des commissaires ou des points portés à l'ordre du jour, dans la mesure où la communication de données ou de faits n'est pas de nature à porter préjudice aux intérêts commerciaux de la société ou aux engagements de confidentialité souscrits par la société ou ses administrateurs ou par les commissaires.

Les questions doivent être adressées à la société **au plus tard le 10 octobre 2019 à 16h00** au Service Assemblées Générales de Dexia SA, Place du Champ de Mars 5, 1050 Bruxelles (Belgique), ou à l'adresse e-mail shareholder@dexia.com.

Documents utiles

Tous les documents mis à la disposition des actionnaires dans le cadre de l'assemblée générale extraordinaire du 16 octobre 2019 prochain sont disponibles au siège social de la société ou sur le site Internet de la société : http://www.dexia.com/FR/actionnaires_investisseurs/assemblee_generale/AG2019/Pages/default.aspx.

Ces documents peuvent également être obtenus sur demande adressée à l'adresse mail shareholder@dexia.com ou par notification devant être adressée directement à la société au siège social à l'adresse suivante, Dexia SA, Service Assemblées Générales, Place du Champ de Mars 5 à 1050 Bruxelles (Belgique).

Vous-même, ou votre mandataire le cas échéant, pouvez-vous présenter le jour de l'assemblée, à partir de 14h00, muni de votre carte d'identité, afin de signer les listes de présences de l'assemblée générale.

Dans le cas où l'assemblée générale extraordinaire ne pourrait valablement délibérer sur première convocation, faute d'un quorum représentant au moins la moitié du capital, une nouvelle assemblée générale extraordinaire serait convoquée et pourrait valablement délibérer, quelle que soit la part du capital présente ou représentée. Si une deuxième assemblée générale extraordinaire doit être convoquée, elle se tiendrait le 7 novembre 2019 à 14h30.

Le Conseil d'administration.